Une image contenant texte, clipart

Description générée automatiquement

**-Communiqué de presse-**

**L’AUF a organisé à Paris une table ronde de haut niveau consacrée à la recherche à Djibouti suite à l’accréditation par le HCERES -la première d’un organisme étranger- du Centre d’Études et de Recherche de Djibouti.**

***Paris, le 14 juin 2024* –**

L’AUF a organisé une table ronde le 11 juin, dans les locaux de son rectorat Place de la Sorbonne, intitulée « *Enjeux de la recherche scientifique au sud. L’exemple de Djibouti* ».

Cette manifestation est intervenue dans le cadre du projet « Professionnalisation et numérisation de l’enseignement supérieur à Djibouti » financé par l’Agence française de Développement (AFD) et mis en œuvre par l’AUF. L’objectif principal du projet est de professionnaliser et favoriser la transition numérique de l’offre d’enseignement supérieur à Djibouti, et de l’adapter à la stratégie de développement du pays. Le projet soutient le Ministère de l’Enseignement supérieur et de la Recherche, ainsi que les trois établissements placés sous sa tutelle, dont le Centre d’Études et de Recherche de Djibouti - CERD.

Le projet a notamment permis de mettre en œuvre l’évaluation et l’accréditation du CERD par le Haut Conseil de l’évaluation de la recherche et de l’enseignement supérieur - HCERES, avec un référentiel d’évaluation des organismes de recherche étrangers établi spécialement. Le CERD est ainsi le premier organisme de recherche non français évalué et accrédité par le HCERES. Cette reconnaissance internationale constitue une réalisation remarquable du projet qui atteste aussi de la qualité de la recherche mise en œuvre à Djibouti.

M. Nabil Mohamed Ahmed, Ministre de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique de Djibouti, M. Slim Khalbous, Recteur de l’AUF, Mme Valérie Verdier, Présidente directrice générale de l’Institut de Recherche pour le Développement, M. Mohamed Jalludin, Directeur général du CERD, ainsi que le HCERES et l’AFD, sont intervenus dans les échanges, tandis que nombre d’institutions étaient représentées et ont pu participer aux débats : Ministère de l’Europe et des Affaires étrangères, Ministère de l’Enseignement supérieur et de la Recherche, Agence Nationale de la Recherche, France Universités, ainsi que des diplomates et représentants de plusieurs universités et organismes de recherche français mobilisés par l’AUF dans le cadre du projet et engagés dans la coopération universitaire et scientifique avec Djibouti.

La table ronde a été l’occasion de débats nourris qui ont abordé la problématique générale de la recherche pour le développement en se basant sur le cas spécifique de Djibouti, petit pays francophone au positionnement stratégique et enclavé, notamment autour des finalités de la recherche au sud telles que le développement du territoire, l’innovation, la souveraineté scientifique, les enjeux globaux, abordant également dans le contexte de Djibouti les débats de la spécialisation ou de recherche pluridisciplinaire, du financement, ou de l’alignement des stratégies scientifiques des institutions contribuant à la recherche avec les priorités nationales. Les interventions ont également permis d’échanger sur les finalités et les implications du processus d’accréditation d’un institut de recherche, et enfin, sur la question de la recherche au sud en langue française, enjeu central de la Francophonie scientifique.

A l’issue de cet exercice de diplomatie scientifique francophone orchestré par l’AUF et visant à mettre en lumière les réalisations de la coopération scientifique et universitaire avec Djibouti, l’annonce a été faite de l’organisation à venir de futurs États généraux de la recherche à Djibouti.

**Contact presse**